

# Économie

## Bourse

### L'inflation: presque nulle au Canada; 3 p. cent aux États-Unis

JACQUES BENOIT

Le maintien de l'inflation à un niveau jugé acceptable en septembre aux États-Unis (3 p. cent pour la dernière année) incitera la Réserve fédérale américaine, croit-on, à attendre à la prochaine réunion de son comité de politique monétaire, le 15 novembre, pour relever ses taux.

«Il y a quand même un resserrement de la Fed qui va se produire, mais elle va attendre à la mi-novembre», disait ainsi hier M. Robert Normand, économiste au Mouvement Desjardins.

Ceci, explique-t-il, en raison également d'une autre bonne nouvelle, à savoir le léger recul

(0,2 p. cent) du taux d'utilisation de la capacité industrielle chez nos voisins en septembre, ce qui atténue les craintes de remontée de l'inflation. Ces craintes étant, comme on sait, ce qui a amené la Réserve fédérale à augmenter les taux des fonds fédéraux plusieurs fois depuis le début de l'année.

«Si la Fed ne bouge pas la semaine prochaine, ils risquent de bouger forcément à la mi-novembre, note de son côté l'économiste en chef de Lévesque Beaubien Geoffrion, M. Clément Gignac. Pour eux, ce qui est important, c'est qu'il faut calmer l'appareil de production, parce qu'il y a un risque de surchauffe du moteur.»

D'août à septembre, le taux d'inflation a grimpé de 0,2 p. cent

aux États-Unis. «C'est quand même de bons scores, même si c'est plus que ce que le marché prévoyait, dit M. Normand. Il n'y a pas vraiment de poussée énorme du côté des prix.»

Les ventes au détail, elles, ont progressé — toujours aux États-Unis — de 0,6 p. cent d'août à septembre, alors qu'on s'attendait à une hausse moindre, soit de 0,4 p. cent.

Mais, ajoute en substance l'économiste du Mouvement Desjardins, cette montée des ventes est en quelque sorte annulée par la baisse du taux d'utilisation de la capacité industrielle.

#### Le Canada et le Québec

Le taux d'inflation est de même

resté très faible en septembre au Canada à 0,2 p. cent par rapport au même mois l'an passé, alors que le Québec, comme c'est le cas depuis mars dernier, demeure en situation de déflation, avec une baisse de 1,5 p. cent de l'indice des prix à la consommation (IPC) comparé à septembre 1993.

«Ce que ça veut dire, c'est qu'on est au Canada au niveau de zéro inflation. Deux dixièmes d'un pour cent, c'est minime, d'autant plus que c'est arrondi. Des niveaux d'inflation comme ça, on n'en a pas vus depuis les années 60», fait remarquer M. Denis Boudreau, économiste aux bureaux de Montréal de Statistique Canada.

Toutefois, notent MM. Nor-

mand et Boudreau, la baisse des prix des cigarettes, depuis mars dernier, compte pour une large part de cette diminution, puisque le taux d'inflation, sans ce facteur, serait de 1,6 p. cent pour tout le Canada.

Pour le Québec, où joue également la réduction de la taxe de vente depuis mars (6,5 p. cent aujourd'hui, contre 8 p. cent sur les biens et 4 p. cent sur les services jusque-là), le taux d'inflation, en excluant le facteur tabac, serait de 0,8 p. cent.

«Quand le tabac aura fini de jouer (en mars), on va revenir pour le Canada à un taux de 1,5 à 2 p. cent», dit M. Normand.

Dans quatre villes, le taux d'inflation a reculé depuis septembre 93, la plus forte baisse, soit 1,6 p. cent, étant le fait de Montréal, contre une diminution de 0,9 p. cent pour Québec, de 0,4 p. cent pour Charlottetown, et de 0,1 p. cent dans le cas de Toronto.

«Pour le 8<sup>e</sup> mois consécutif, les frais de transport ont été le principal facteur de la progression annuelle de l'IPC d'ensemble», notait enfin hier Statistique Canada.

Le loyer des logements y sont aussi pour quelque chose, de même que la hausse de 9,4 p. cent des frais de scolarité des établissements d'enseignement supérieur, qui sont pris en compte une seule fois l'an, soit en septembre.

### Magasinage outre-frontière

Presse Canadienne OTTAWA

La faiblesse du dollar canadien et la hausse des prix de l'essence aux États-Unis ont modéré l'engouement des Canadiens pour le magasinage chez leurs voisins du Sud.

Statistique Canada a rapporté vendredi que 3,1 millions de voyages de moins de 24 heures vers les États-Unis ont été effectués au mois d'août, en baisse de 1,4 p. cent par rapport à juillet. Cette baisse confirme la tendance amorcée en février 1992.

Statistique Canada ajoute que les prix de l'essence ont aussi augmenté, réduisant la marge en faveur du produit américain à 13 cents CAN le litre.

#### A LIRE

**Hyundai**  
La rumeur d'une entente imminente entre les compagnies Ford et Hyundai concernant l'usine désaffectée de Bromont, est absolument sans fondement, selon les deux parties en cause.

page C3

**Bureaux**  
Le milieu des affaires se plaint au centre-ville de Montréal, révèle une étude réalisée par le Groupe DBSF. Les entreprises sont satisfaites de la sécurité, de l'esthétique et de la fonctionnalité des lieux ainsi que de l'apparence extérieure de l'immeuble où elles logent. DBSF prédit d'ailleurs un ralentissement du «mouvement locatif» au cours de la prochaine année. Seulement 10 p. cent des entreprises interrogées, plutôt que 18 p. cent l'année dernière, prévoient changer d'adresse.

page C2

#### INDICES

MONTREAL	2072,72	(-3,25)	(-0,15%)
TORONTO	4332,42	(-10,95)	(-0,25%)
NEW YORK	3910,47	(+20,52)	(+0,53%)
MEXIQUE	2777,57	(+18,08)	(+0,66%)
DOLLAR	73,83	(-0,21)	
OR	387,60	(+1,50)	
PETROLE	16,95	(-0,20)	

# Sommes-nous prêts?

## Les concurrents du Tiers Monde sont à nos portes



CLAUDE PICHER

L'arrivée des pays du Tiers Monde sur la scène de l'économie mondiale a déjà entraîné des bouleversements considérables, mais ce n'est rien en comparaison de ce qui s'en vient.

Disons-le tout de suite: les choses ne seront plus jamais comme avant.

Quelques chiffres. Selon les prévisions de la Banque Mondiale, la croissance économique réelle dans les pays industrialisés atteindra en moyenne 2,7 p. cent par année, au cours des dix prochaines années. Dans les pays du Tiers-Monde, le rythme de croissance sera de 4,8 p. cent; il atteindra 7,6 p. cent dans les pays de l'Asie de l'Est, 5,3 p. en Asie du Sud, 3,4 p. cent en Amérique latine. Avec de tels écarts, le niveau de vie à Singapour dépassera celui du Canada dans sept ans!

En 1990, les pays industrialisés représentaient à eux seuls 56 p. cent de la production mondiale, contre 44 p. cent pour le

Tiers Monde. En 1998, dans quatre ans seulement, les deux groupes devraient être à égalité; en 2020, toujours selon les prévisions de la Banque Mondiale, les pays du Tiers Monde (dont beaucoup auront à ce moment rejoint le club des riches) représenteront 63 p. cent de la production, contre 37 p. cent pour les pays riches. Voilà, en une génération à peine, un revirement complet de situation.

Les derniers chiffres du GATT montrent que la part des pays du Tiers-Monde dans les exportations manufacturières est passée, entre 1970 et 1993, de 4 à 22 p. cent du total mondial!

En 1990, l'ensemble des investissements étrangers dans les pays en voie de développement atteignait 28 milliards US, contre 172 milliards dans les pays riches. L'an dernier, en 1993, c'était 80 milliards pour les pays pauvres, 111 milliards pour les pays riches! On pourrait atteindre l'égalité cette année.

Je pourrais continuer longtemps. Contentons-nous d'une dernière donnée. Dans les pays asiatiques en développement, les investissements en recherche technologique et développement scientifique, exprimés en termes de pourcentage du Produit intérieur brut, ont plus que doublé en vingt ans. Toutes pro-

portions gardées, des pays comme la Malaisie, Taiwan ou la Corée du Sud consacrent plus de ressources à ce dossier que la France ou le Canada.

Ces chiffres implacables reflètent une réalité à laquelle nous devons nous habituer. La redoutable concurrence des pays du Tiers Monde ira en s'accroissant, elle sera de plus en plus féroce, de plus en plus efficace.

Les pays riches doivent maintenant se préparer à affronter la réalité, à défaut de quoi ils sont condamnés à la tiers-mondialisation.

Certains pays sont mieux préparés que d'autres à relever le défi. À cet égard, il est intéressant de jeter un coup d'oeil sur un nouvel instrument de mesure mis au point par les spécialistes de la revue internationale *The Economist*.

Leur démarche consiste à comparer les six grandes puissances économiques de la planète (dans l'ordre, États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie), en fonction de cinq critères directement reliés au nouveau contexte économique mondial. La revue ne tient pas compte du Canada, mais il est assez facile, en appliquant la même méthodologie, de le situer par rapport aux autres.

Regardons attentivement le tableau ci-dessous. Une chose saute aux yeux: les États-Unis dominent le classement. Ce sont eux, loin devant tous les autres, qui sont le mieux placés pour faire face aux Mexicains, Malais, Thaïlandais, Chiliens. Cela peut en surprendre certains: il ne manque pas d'observateurs pour prôner sur le déclin de l'empire américain! C'est aller un peu vite en affaires. S'il est une chose que l'économie américaine sait faire mieux que toute autre, et elle l'a prouvé plus d'une fois, c'est se revirer de bord sur un trente sous en un clin d'oeil. À chaque fois que de sombres nuages semblaient s'amonceler dans le ciel américain, cette phénoménale faculté de récupération a inévitablement déjoué les spécialistes.

Le Canada, et cela peut sembler étonnant à première vue, fait relativement bonne figure, se situant en plein milieu du classement. Pourtant, les Canadiens sont handicapés par une faible compétitivité, des finances publiques cancéreuses, de ruineuses barrières commerciales intérieures, le pire endettement extérieur du monde industrialisé, un taux de décrochage scolaire indécent, un taux de chômage inacceptable, un monstrueux déficit au compte cou-

rant. Tous des facteurs qui devraient en principe compromettre sérieusement sa faculté d'adaptation aux nouvelles réalités économiques mondiales.

Comment donc, malgré cette litanie de handicaps, peut-il scorer davantage que l'Allemagne, son énorme surplus commercial de 40 milliards, sa population hautement scolarisée, ses secteurs de pointe sophistiqués, ses techniques de gestion d'avant-garde?

Pour mieux comprendre cela, il faut se renseigner sur la méthodologie mise au point par les chercheurs de *The Economist*. On verra rapidement qu'ils ont négligé les critères traditionnels (sauf l'éducation, parce que ce dossier est carrément incontournable), pour se concentrer sur des critères très «pointus». Le fait, par exemple, que les fonds de pension privés représentent 56 p. cent du PIB aux États-Unis, contre 6 p. cent en Allemagne, coûte plusieurs points aux Allemands. De la même façon, les emplois dans le secteur manufacturier occupent 31 p. cent de la population active en Allemagne, contre 14 p. cent au Canada; cela donne un avantage très clair aux Canadiens, comme on le verra en lisant le texte ci-contre.

### CINQ CRITÈRES POINTUS

#### Champions et troufions de la mondialisation

	EU	JAP	RU	CAN	ALL	FR	IT
Flexibilité de la main d'oeuvre	2	1	1	0	0	0	0
Emplois dépendant du manufacturier	2	1	1	2	0	1	1
Diplômés du secondaire	2	1	1	0	2	1	0
Exportations de pointe	2	2	1	1	0	0	0
Actif des fonds de pension privés	2	1	2	0	0	0	0
Total	10	6	6	3	2	2	1

Pour bien comprendre le tableau ci-contre, il est essentiel de jeter un coup d'oeil sur la méthodologie mise au point par les chercheurs de *The Economist*.

Les cinq critères retenus par les spécialistes de la revue sont:

#### LA FLEXIBILITÉ DE LA MAIN D'OEUVRE



Il s'agit très clairement d'un atout fondamental. Une main-d'oeuvre protégée par des conventions collectives blindées, des lois généreuses et un vaste assortiment d'avantages sociaux

constitue un handicap dans la gigantesque partie de poker économique qui est déjà entamée. On peut être ou non d'accord avec cela, mais c'est une réalité que nous imposent nos concurrents de Corée, de Taiwan, d'Indonésie, du Chili.

#### LES EMPLOIS DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER



Il s'agit d'emplois difficilement recyclables. Plus une économie en dépend, plus il lui sera difficile de s'adapter à la concurrence. En comparant le pourcen-

tage de la population active engagée dans le manufacturier, dans les différents pays, on peut entrevoir lesquels sont le mieux placés pour retomber rapidement sur leurs pieds. L'Allemagne, malgré son niveau élevé de productivité, demeure encore très dépendante de ce secteur, et cela peut lui coûter cher.

#### LE NIVEAU D'ÉDUCATION



C'est évidemment un autre facteur-clé. Il y a clairement un lien direct entre le taux de scolarisation d'une société et sa capacité de créer de l'emploi et de la prospérité, particulièrement dans les secteurs de pointe. Les auteurs de l'étude ne pouvaient simplement pas ignorer ce critère. Comme point de comparaison, ils ont pris le pourcentage de la population adulte ayant complété le secondaire. L'Italie et le Canada, dans ce dossier, ont beaucoup de rattrapage à faire.

#### LES EXPORTATIONS DANS LES SECTEURS DE POINTE



La balance commerciale n'est pas suffisante pour déterminer la capacité d'une économie à s'adapter aux nouvelles réalités.

Il faut surtout regarder la nature des exportations. Ainsi, les États-Unis ont peut-être un énorme déficit commercial de 151 milliards, mais 38 p. cent de leurs exportations manufacturières concernent des produits de haute technologie. Aucun autre pays des G-7, même pas le Japon, ne peut égaler ce score; en revanche, l'Italie affiche un beau surplus commercial de 24 milliards, mais les secteurs de pointe ne représentent que 15 p. cent de ses exportations manufacturières. Pour qui pense en fonction des dix ou vingt prochaines années, les États-Unis sont clairement mieux placés que l'Italie à ce chapitre.

#### L'IMPORTANCE DES FONDS DE PENSION PRIVÉS



Le choix de ce critère peut sembler déroutant, mais ne nous y trompons pas: c'est là un indicateur très pointu. Les caisses de retraite privées investissent énormément dans les économies émergentes, alors que les fonds de pension publics ont plutôt tendance à acheter des titres du gouvernement concerné. Ainsi, plus les caisses de retraite privées sont importantes, plus leurs prestataires seront bien placés pour profiter des retombées dans les pays concurrents. Autrement dit, lorsqu'une caisse américaine achète des actions coréennes, ce sont des citoyens américains qui profitent de la

croissance coréenne. Mais lorsque les contributions au Régime de pension du Canada servent à financer les obligations du gouvernement fédéral, les Canadiens manquent ce bateau.

#### CE QUE CA DONNE AU CANADA

Pour chacun des critères, la revue a établi un système de pointage. Deux points constituent la meilleure note. Prenons l'exemple de l'éducation. Comme on l'a vu, il a été établi en fonction de la proportion de la population adulte ayant complété le niveau secondaire. Si cette proportion dépasse 75 p. cent, le pays obtient la note maximum de deux points. Entre 50 et 75 p. cent, c'est un point. En bas de 50 p. cent, note zéro.

Les chiffres concernant le Canada ont été calculés par *La Presse*, en appliquant la grille mise au point par *The Economist*.

Il va de soi que cette approche est subjective. Pourquoi 75 p. cent au lieu de 60, pourquoi ne pas avoir tenu compte de l'état de santé des finances publiques, pourquoi pas ci, pourquoi pas ça...

On peut ergoter longtemps là-dessus. Malgré tout, la méthode sophistiquée de *The Economist*, basée sur des indicateurs directement liés à la capacité d'adaptation des pays concernés, fournit sans doute le portrait le plus réaliste qu'il soit possible de tracer.

UN NUMÉRO SPÉCIAL A LIRE ABSOLUMENT, SAMEDI PROCHAIN.

LE CAHIER EXCELLENCE 1994 de La Presse

En guise d'avant-goût au Gala Excellence de La Presse 1994, qui sera présenté aux Beaux Dimanches le 23 octobre prochain, nous vous proposons une rétrospective du programme Excellence de la dernière année.

Vous ferez la rencontre de chacune des 52 personnalités de la semaine et des membres du prestigieux jury qui élira la Personnalité de l'année 1994, dont le couronnement aura lieu lors du Gala Excellence.

Après les Gaëtan Boucher, Naomi Bronstein, André Viger, Denys Arcand, Guy Laliberté, Phyllis Lambert, Gratien Gélinas, Jean Vanier, Roberta Bondar et Jean Béliveau, qui méritera le titre en 1994?

LISEZ CE CAHIER SPÉCIAL ET FAITES VOTRE PRÉDICTION...

# Les locataires du centre-ville se plaisent dans leurs bureaux

VALÉRIE BEAUREGARD

Le milieu des affaires se plaît au centre-ville de Montréal. Les entreprises sont satisfaites de la sécurité, de l'esthétique et de la fonctionnalité des lieux, ainsi que de l'apparence extérieure de l'immeuble où elles logent. Toutefois, la qualité de l'air, les systèmes de chauffage et les services de nettoyage les emballent beaucoup moins.

Selon une étude réalisée par le Groupe DBSF, 98,3 p. cent des locataires sont très satisfaits ou plutôt satisfaits de leurs locaux. Ces résultats sont sensiblement les mêmes que ceux qui ont été obtenus l'année dernière, lors de la réalisation du premier sondage du genre. Le taux de satisfaction diminue avec l'âge des immeubles.

Il est aussi intéressant de souligner que, si la ventilation et la qualité de l'air déplaisent aux tiers des entreprises interrogées, le taux d'insatisfaction diminue

radicalement chez les locataires d'édifices récents. Seulement 7 p. cent des locataires du 1000 de la Gauchetière, du 1250 René-Lévesque, de la Tour McGill et du Centre de Commerce mondial, quatre immeubles construits après 1990, se disent mécontents de la qualité de l'air.

Cette analyse, menée par la division de Recherche Marketing de DBSF, se distingue d'autres études immobilières, comme celle de Royal LePage, en ce qu'elle sonde la demande plutôt que l'offre. « Nous avons conçu cette étude pour qu'elle serve d'outil quotidien aux gestionnaires et aux promoteurs », indique Pierre Fortier, vice-président exécutif et directeur de la division Recherche Marketing. DBSF a interrogé plus de 1550 locataires du centre-ville, répartis dans 97 immeubles à bureaux.

Les entreprises installées dans les zones ouest et est du centre-ville sont plus satisfaites que celles ayant choisi le centre financier (secteur McGill Collège) et le Vieux-Montréal. M. James Liogas, directeur de la recherche, a indiqué que les locataires du centre financier se plaignent des problèmes de circulation et des prix élevés, tandis que les résidents du Vieux-Montréal se sentent à l'écart et déplorent le manque de services.

Les facteurs-clés qui motivent le choix de l'adresse sont l'emplacement (44 p. cent) et le prestige de l'immeuble (26 p. cent). Le prix suit au troisième rang avec seulement 12 p. cent. Les résultats ont été pondérés en fonction du nombre de pieds carrés occupés par le locataire.

Notons que la qualité de l'air, le chauffage et la climatisation, qui déçoivent très souvent, viennent plus bas dans l'échelle de facteurs de choix de l'immeuble. Le stationnement et le regroupement de compagnies ont peu d'influence.

## Les Postes au 1000

C'est ainsi que la Société canadienne des postes a quitté le 715 Peel pour le 1000 de la Gauchetière, en mars dernier, pour se rapprocher de sa clientèle d'affaires. M<sup>me</sup> Lise Sylvain, relationniste, a expliqué que plusieurs facteurs avaient joué en faveur de ce nouvel édifice, comme sa patinoire intérieure, l'accès au Montréal souterrain et la possibilité de pouvoir louer deux étages voisins.

Il est tout aussi intéressant de noter que la société s'est aussi préoccupée de la qualité de vie des quelque 200 employés du bureau administratif. Comme le tiers d'entre eux habitent la Rive Sud, la Société a été séduite par le fait que le 1000 de la Gauchetière abritait le terminus de la Société de transport de la Rive Sud de Montréal. « De nombreux employés ont troqué la voiture pour le transport en commun et s'en réjouissent », a noté M<sup>me</sup> Sylvain. Enfin, la société de la Couronne avait des critères d'ordre technique comme celui d'avoir la possibilité d'installer une génératrice pour alimenter son système de contrôle.

DBSF prédit un ralentissement du « mouvement locatif » au cours de la prochaine année. Seulement 10 p. cent des entreprises interrogées, plutôt que 18 p. cent l'année dernière, prévoient changer d'adresse. Plusieurs entreprises qui prévoient déménager viennent du milieu des télécommunications et de l'informatique, remarque aussi DBSF.

« Bon nombre d'entreprises ont profité d'un marché favorable aux locataires depuis trois ans pour signer des baux à long terme », note le cabinet de consultation qui offre aussi des services de planification stratégique et de développement des ressources humaines. DBSF s'attend aussi à une hausse des loyers au fur et à mesure que l'offre sera absorbée. Aucune construction d'édifice n'est prévue à court et moyen termes.

## Via à la PVM

Enfin, notons que les licenciements de Via annoncés cette semaine toucheront 202 employés du siège social, installé depuis 1984 aux 2 et 3 Place Ville-Marie. Or, Via a signé un bail à long terme pour cet immeuble et demeure donc responsable de tous ces pieds carrés. M. Malcolm Andrews, porte-parole de Via, présume que des locaux seront sous-loués comme Via l'a déjà fait il y a environ cinq ans.

Le taux d'occupation de toute la Place Ville-Marie atteint 10 p. cent, un taux qui se compare favorablement au taux global de 15 p. cent au centre-ville de Montréal.

## Econo-flashes

### DOMTAR investit à Windsor

Pour répondre à une forte demande de papier photocopie, la division des papiers de communication de Domtar investit 31 millions au complexe de Windsor. Les investissements vont plus que doubler la production de papier photocopie et réduire de façon importante les coûts de fabrication. La très grande partie des 31 millions servira à faire l'acquisition d'une nouvelle coupeuse dernière cri ayant une capacité de production de 400 tonnes par jour. Notons que les employés ont participé au choix de la coupeuse. Plus de 12 des 31 millions seront dépensés au Québec, principalement en ingénierie et en construction. Le complexe ultra moderne de Windsor produit 500 000 tonnes de papier par année pour l'impression Offset, la photocopie, les enveloppes et les formules d'affaires.

### Los Angeles loue des CL-215 de BOMBARDIER

Les deux avions amphibies CL-215T que loue le service d'incendie du comté de Los Angeles du gouvernement du Québec sont entrés en service hier dans le cadre d'une période d'évaluation qui prendra fin en novembre. L'appareil, que les Américains aiment appeler SuperScooper, est utilisé pour maîtriser et éteindre les feux de broussaille avant qu'ils ne prennent des proportions dangereuses. Le chef du service des incendies du comté, M. Michael Freeman, a indiqué que des nappes d'eau se trouvaient à proximité de presque toutes les zones présentant de grands risques d'incendie, ce qui permettra de mettre à l'épreuve l'amphibie CL-215T de façon efficace. Le CL-215T est une version remotorisée du populaire bimoteur à pistons CL-215 qui est utilisé sur quatre continents. Entre mai 69 et mai 90, Canadair a livré 124 appareils de la première génération. Quinze appareils CL-215T sont actuellement en service dont 13 chez les forces armées espagnoles. Le biturbopropulseur peut larguer 111 165 litres d'agent extincteur au cours d'une mission de trois heures. Les livraisons du nouvel appareil CL-415, qui reprend plusieurs caractéristiques du remotorisé CL-215T, commenceront sous peu.

### Papier journal : hausse de la production et des expéditions

L'industrie canadienne du papier journal a tourné en août à 96 p. cent de sa capacité (95 p. cent en août 1993), alors que ce taux depuis le début de l'année s'établit à 95 p. cent, contre 96 p. cent pour les mêmes mois l'année dernière. La production s'est élevée en août à 781 000 tonnes, en hausse de 2,7 p. cent par rapport au même mois il y a un an, cependant que les expéditions des producteurs atteignaient 772 000 tonnes, soit 3 p. cent de mieux qu'en août 1993. Sur les États-Unis, principal marché de l'industrie canadienne, les expéditions ont été de 510 000 tonnes au mois d'août, ce qui représente une augmentation de 13,2 p. cent. Enfin, de janvier à août, la production a totalisé 6 193 000 tonnes (+0,6 p. cent), et les expéditions 6 202 000 tonnes (+1,6 p. cent).

## Ford associé à Hyundai, à Bromont : un canular

DENIS DUQUET  
collaboration spéciale

Selon des informations émanant de la région de Bromont et de Granby, les compagnies Ford et Hyundai étaient sur le point d'annoncer un projet d'entente. Toujours selon ces rumeurs, l'usine désaffectée de Bromont aurait été la cible de cette entente. Une telle nouvelle a rapidement mis le feu aux poudres et les téléphones ont rougi tant chez Hyundai que chez Ford.

La première réaction a été de contacter les deux parties en cause. Chez Ford, Richard Deziel, le directeur des communications pour le Québec, déclare que cette rumeur est absolument sans fondement. « Il s'agit d'un canular qui ne repose sur aucun fait concret. J'ai vérifié auprès des autorités compétentes à Oakville et elles sont aussi surprises que moi par cette nouvelle. Il n'est pas dans les plans de Ford, à court et moyen termes, de s'installer à Bromont. »

Nous avons obtenu une réponse similaire de la part de Michel Mérette, directeur régional de Hyundai et également porte-parole pour la compagnie au Québec. « J'ai été aussi surpris que tout le monde en apprenant cette nouvelle ce matin. Cette information impliquant Ford à Bromont ne repose sur aucun élément sérieux. Il s'agit de pure spéculation. Le dossier de l'usine de Bromont est extrêmement complexe et il ne se règlera pas avant plusieurs mois. La compagnie Hyundai a investi plus de 450 millions de dollars dans ce projet et entend bien utiliser cette usine d'une manière ou d'une autre. Toutefois, pour l'instant, aucune décision n'a été prise quant à l'avenir de l'usine. Il est de plus désolant qu'une telle rumeur vienne susciter de faux espoirs auprès

des anciens travailleurs de l'usine. »

Il faut également souligner que, par un curieux concours de circonstances, la compagnie coréenne a annoncé, par un communiqué expédié jeudi dernier, que Richard Mérette avait été nommé porte-parole officiel de la compagnie au Québec. Plusieurs ont vu dans ce geste la confirmation de rumeurs concernant la réouverture de Bromont. Selon le principal intéressé, il s'agit tout au plus d'une coïncidence. « Mon poste de porte-parole pour le Québec a été confirmé au début de septembre, mais l'annonce officielle a été faite cette semaine. Certaines personnes ont immédiatement sauté aux conclusions. »

De plus, le fait que le président de Hyundai Canada, M. Lee, ait quitté pour la Corée jeudi est également venu alimenter les rumeurs. Il est probablement vrai que Hyundai a eu des pourparlers avec Ford, tout comme il y en a certainement eus avec plusieurs autres compagnies automobiles concernant l'avenir de l'usine de Bromont. Il serait surprenant qu'un tel dénouement se produise à court terme. Pour la simple raison que la gamme des futurs produits des compagnies automobiles ne s'improvise pas et que rien ne laisse croire qu'un producteur nord-américain aurait besoin de facilités de production supplémentaires, du moins dans l'immediat. La tendance actuelle est plutôt de rentabiliser les usines déjà en opération et de réduire le plus possible les immobilisations. L'usine Hyundai de Bromont est loin des principaux fournisseurs et ne possède pas nécessairement un outillage ultra-moderne, même si c'est dans la bonne moyenne. Il faudra investir pour relancer cette usine, autant pour la moderniser que pour l'adapter à sa nouvelle production.

## AIDER LE MONDE MOT À MOT



Autonomie grâce à l'alphabetisation dans le monde en développement. Pour renseignements, composer le 1-800-661-2633

## NOMINATION à la Société Radio-Canada



La vice-présidente de la Télévision française de la Société Radio-Canada, Michele Fortin, est heureuse d'annoncer la nomination de Charles Ohayon au poste de directeur général des programmes (Télévision générale).

À ce titre, M. Ohayon sera chargé de mettre en pratique les orientations de la programmation pour la Télévision générale et d'assurer le développement et la production de produits télévisuels qui s'inscrivent dans la tradition d'excellence de la Télévision française de la SRC.

Actionnaire depuis 1979 de Films 24 inc., société spécialisée dans la production de films publicitaires, M. Ohayon a acquis une vaste expérience au sein de cette entreprise et de sa filiale Cleo 24 inc., qui se consacre à tous les autres types de production. Il a produit notamment des séries, des téléfilms et des téléfilms qui ont été diffusés sur toutes les chaînes québécoises de même qu'à l'étranger. Par ailleurs, M. Ohayon occupe depuis trois ans le poste de vice-président, section télévision, de l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision.

M. Ohayon est diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales et membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

SRC Télévision



Hélène Rajotte

La présidente de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, Gyslain Desrosiers, est heureuse d'annoncer la nomination de M<sup>me</sup> Hélène Rajotte à titre de directrice générale et secrétaire. Cette nomination a pris effet le 29 août dernier.

Hélène Rajotte est une figure bien connue du milieu des soins infirmiers. Au cours des dix dernières années, elle a occupé le poste de directrice des soins infirmiers à l'Hôtel-Dieu de Montréal. Elle a également assumé la présidence du Groupement des directrices et directeurs des soins infirmiers de Montréal, de 1987 à 1989. Très active au sein du réseau de la santé, elle a de plus agi à titre de visiteur du Conseil d'agrément des établissements de santé.

L'OIIQ est une corporation professionnelle qui regroupe plus de 65 000 membres.

**Châteaux DeBasson**  
à Ville St-Laurent

**QUELQUES UNITÉS EN LIQUIDATION**

- ♦ 2 et 3 chambres à coucher
- ♦ Un penthouse

**POUR UN TEMPS LIMITÉ AVOUS D'EN PROFITER!**

Renseignements: Mme Chartrand  
744-1225

## PINCHIN & ASSOCIÉS (QUÉBEC) LTÉE.

## COURS SUR LE CONTRÔLE DE L'AMIANTE 7 ET 8 NOVEMBRE 1994

PINCHIN & ASSOCIÉS (QUÉBEC) LTÉE présentera un cours de formation sur le contrôle de l'amiante dans les immeubles et l'industrie, les 7 et 8 novembre 1994. Approuvé par le gouvernement fédéral, ce cours s'adresse aux propriétaires et gérants d'immeubles, aux architectes et ingénieurs, aux dirigeants de commissions scolaires et d'établissements institutionnels, ainsi qu'aux entrepreneurs et contremaîtres chargés de l'enlèvement d'amiante.

Le contenu de ce cours est conforme aux exigences du Code de sécurité pour les travaux de construction relativement à la formation du personnel, et expose en détail l'impact de cette réglementation en présence d'amiante dans les immeubles et sur les chantiers.

Pour plus d'informations sur ce cours et sur les autres services offerts par PINCHIN & ASSOCIÉS dans le domaine du contrôle de l'amiante et de la qualité de l'air, n'hésitez pas à communiquer avec:

M. TONY MATERAZZI  
440, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUREAU 1200  
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Z 1V7  
(514) 866-8967

**La Presse**

PRÉSENTE LES PETITS DÉJEUNERS CONFÉRENCES DE L'ASSOCIATION MARKETING DE MONTRÉAL

**PARCE QUE LE MARKETING DE NAYA... COULE DE SOURCE!!**

M. GEORGES E. GAUCHER  
Vice-président, Ventes et marketing, Canada Les Breuvages Nora Inc.

Lauréat du concours Personnalité Marketing 1994

LE 19 OCTOBRE 1994 DE 8 H 00 À 9 H 30  
Holiday Inn Crown Plaza  
420, rue Sherbrooke Ouest  
Salons Ambassadeur B et C  
Stationnement disponible à l'extérieur de l'hôtel

Membres : 25 \$      RÉSERVATIONS :  
Non-membres : 35 \$      (514) 499-1391  
(TPS incluse)      Paiement sur place

Aucune annulation ne sera acceptée dans les 48 heures précédant l'événement.

**NAYA**  
EAU DE SOURCE NATURELLE

L'Association marketing de Montréal      En collaboration avec **Bell**

## L'environnement change, notre programme aussi!



## LE MBA POUR CADRES DE L'UQAM

L'entrepreneurship est au cœur de ce programme d'un an, unique au Canada. L'étudiant développe ses qualités de gestionnaire par l'étude de cas concrets et le travail en équipe, ce qui lui permet d'élaborer de nouvelles stratégies dans le contexte de la fluctuation et de la mondialisation des marchés.

**CONDITIONS D'ADMISSION**  
Baccalauréat ou maîtrise ou expérience professionnelle exceptionnelle et expérience comme cadre plus autres critères

**DATES**  
15 novembre 1994 pour les demandes d'admission  
Avril 1995 pour le début des cours

**RENSEIGNEMENTS**  
Pierre D'Aragon, professeur  
Directeur du programme MBA pour cadres  
Écoles des sciences de la gestion  
Département des sciences administratives  
Université du Québec à Montréal  
C.P. 6192, succursale Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 4R2  
TÉL. : (514) 987-7704, TÉLÉC. : (514) 987-3084

École des sciences de la gestion Université du Québec à Montréal

**BUILDTECH**  
L'EXPO DU BATIMENT

Place Bonaventure - les 25 et 26 octobre

L'exposition intéressera les gestionnaires immobiliers et les administrateurs des installations - immeubles de bureaux, immeubles d'appartements, centres de commerce de détail, bâtiments industriels et institutions y compris écoles et hôpitaux. Si vous êtes propriétaire, aménagiste, entrepreneur en construction, gestionnaire immobilier, architecte, ingénieur ou entrepreneur de bâtiment, ne manquez pas cette occasion de découvrir des centaines de produits et de services. (Entrée gratuite avec carte d'affaires.) Pour participer à titre d'exposant à l'exposition ou à celles d'Ottawa et de Toronto, communiquez avec Anne Charette au 1-800-386-0023 (24 heures)

École des Hautes Études Commerciales Affiliée à l'Université de Montréal



## COLLOQUE

## DE L'AMÉLIORATION CONTINUE À LA RÉINGÉNÉRIE : QUOI CHOISIR ?

Pour en savoir plus sur l'implantation :

- de l'amélioration continue
- du benchmarking
- de la réingénierie

Le 26 octobre 1994, de 13 heures à 17 heures, à l'École des Hautes Études Commerciales, 5255, avenue Decelles, Montréal

Inscription : 75 \$

Information : (514) 340-6770

Organisé conjointement par le Centre d'études en qualité totale des HEC et l'Office des ressources humaines du gouvernement du Québec

L'esprit d'entreprise

# Ottawa et la valse des hélicoptères

Presse Canadienne

MIRABEL

Ottawa lancera un appel d'offres pour l'acquisition d'une nouvelle flotte d'hélicoptères de défense et de sauvetage maritime d'ici le début de 1995, a annoncé hier le ministre de la Défense, David Collette.

Les nouveaux hélicoptères remplaceront le contrat controversé des EH-101, annulé par le premier ministre Jean Chrétien, immédiatement après l'élection du gouvernement libéral, l'année dernière.

M. Collette a indiqué que la révision des dépenses du Canada en matière de défense, y compris la nécessité d'équipements nouveaux, sera complétée avant Noël et qu'un contrat pour les nouveaux hélicoptères sera annoncé peu de temps après.

La facture pour les nouveaux hélicoptères se montera à beaucoup moins que celle prévue pour

l'acquisition des EH-101 qui était de 4,8 milliards, a-t-il dit.

« Nous avons annulé le contrat des EH-101 parce qu'il était trop onéreux. Donc on peut dire, sans risquer de se tromper, que le nouveau contrat reviendra bien moins cher, mais je ne peux pas dire en ce moment quelle sera exactement la différence », a déclaré M. Collette, à l'usine Bell Helicopter de Mirabel.

Le ministre de la Défense se trouvait à l'usine pour y prendre livraison d'un hélicoptère de transport militaire, le premier d'une flotte produite par Bell Helicopter pour les forces terrestres canadiennes. Le coût de ce contrat, annoncé en 1992, se montait à 775 millions.

Il s'agissait d'un contrat différent de l'accord portant sur les EH-101, que le gouvernement conservateur avait signé en 1992 avec un consortium anglo-italien, provoquant une dure bataille po-

litique au cours de la campagne électorale de 1993.

Le gouvernement conservateur avait à l'origine commandé 50 hélicoptères haut-de-gamme au prix total de 5,8 milliards, pour remplacer la flotte d'hélicoptères Sea King et Labrador, dont l'acquisition remontait respectivement à 30 et 35 ans.

Les plates-formes des hélicoptères ont été fabriquées en Europe par le consortium européen, mais la plupart des équipements ainsi que les travaux portant sur le contrôle électronique auraient été effectués au Canada.

Lorsque l'ancien premier ministre Kim Campbell a fait face à une polémique au sujet du coût élevé du contrat, elle a réduit à 43 le nombre des appareils et le coût a ainsi baissé d'un milliard de dollars. Après la défaite de M<sup>me</sup> Campbell aux élections fédérales d'octobre dernier, M. Chrétien a vite fait d'annuler les EH-101.



Le major Guy Simard explique au ministre canadien de la Défense, David Collette, les diverses qualités du nouvel hélicoptère de transport livré aux Forces armées canadiennes.

## En inventaire Prêt à livrer

### Filières latérales\*

- 2 tiroirs 526\$ 150\$
- 3 tiroirs 713\$ 225\$
- 4 tiroirs 874\$ 300\$

### Ameublement de bureau neuf et usagé

### POSTES DE TRAVAIL\*

À PARTIR DE 725 \$ PAR POSTE

\* Usagées, excellent état

**1080, boul. René-Lévesque est coin Amherst 849-1515**

### Des produits de qualité sur lesquels vous pouvez compter... et simple d'utilisation pour toute la famille!

**I.B.M. PS / 1 2168-40 F\***  
486 DX2-50 MHz  
4 Mo RAM extensible à 64 Mo  
Disque dur de 340 Mo  
Affichage graphique SVGA  
Fax-Modem  
Moniteur SVGA-MS 14"  
Disque souple de 5 1/4" et 3 1/2"  
Prêt pour la technologie PENTIUM  
Incluant DOS 6.2, Windows 3.1 et Works

**\$ 2,499<sup>00</sup>**

**Une imprimante HP Desk-Jet, le complément idéal.**

**NEWLETT HP 540\***  
Détailleur autorisé  
Jet d'encre, noir  
600 X 300 DPP  
3 pages par minute  
**\$ 439<sup>00</sup>**  
Option couleur : \$55.00

**I.B.M. PS / 1 2155-80 F\***  
486 SX-33MHz, 4 Mo RAM  
Disque dur de 253 Mo  
Affichage graphique SVGA  
Carte audio Sound Blaster 16  
Unité CD-ROM Double vitesse,  
2 haut-parleurs  
Modem, Moniteur SVGA 14"  
Prêt pour la technologie PENTIUM  
Incluant DOS 6.2, Windows 3.1, Works et 8 autres logiciels sur CD-ROM

**\$ 1,999<sup>00</sup>**

**NEWLETT HP 560 C\***  
Détailleur autorisé  
Jet d'encre, couleurs  
600 X 300 DPP  
**\$ 699<sup>00</sup>**

\* Tous ces produits sont protégés par une garantie de 3 ans

**Économisez en combinant l'achat d'une imprimante HEWLETT \$100 PACKARD Avec l'achat d'un I.B.M. PS/1 2168-40 F**

**C.R.C. ORDINATEURS**  
1950 boul. St-Martin O, Laval  
Téléphone : (514) 688-9070

### La bourse en bref

#### MONTRÉAL

Volume: Vendredi 6 873 000, Jeudi 11 013 000

Indices de Montréal:

	Haut	Bas	Clôt	Var.
Marché (XXM)	2080,36	2072,34	2072,72	-3,25
Marché bancaire (XCB)			2396,52	-4,23
Hydrocarbures			1589,87	-10,79
Mines et Métaux			2886,65	+7,67
Produits forestiers			2690,10	-28,23
Biens d'équipements			1976,84	-0,69
Services publics			1977,32	-0,62

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	431	450
Gains	115	149
Pertes	178	152
Inchangées	138	149
Hauts 94	3	3
Bas 94	17	11

Valeurs les plus actives:

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Avenor Inc.	533 236	25%	-1/4
Abitibi P. Jr.	446 950	9%	-1/4
Macmillan Bloedel	257 443	18%	-1/4
Laidlaw B.	210 800	11%	-1/4
TransAlta	203 653	14%	stab.

Jeudi / Mines et pétroles:

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Novader Inc.	129 463	65	stab.
Radisson Res.	94 120	59	-0,05
Diabor Inc.	93 105	40	+0,20
Charlton Lite	83 000	24	+0,00
Lyon Lake Mines	81 476	34	stab.

#### TORONTO

Volume: Vendredi 47 753 000, Jeudi 71 061 000

Indices de Toronto:

	Haut	Bas	Clôt	Var.
TSE 35	226,44	225,06	225,69	-0,15
TSE 100	264,92	263,22	264,52	-0,78
TSE 300	4340,23	4325,53	4332,42	-10,95
Autifères			10463,25	-128,9
Les financiers			3087,17	-5,99
Mines et Métaux			4186,99	+73,40
Pétroles et Gaz			4521,85	-37,72
Industrielles			2829,06	-14,92

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	1 094	1 126
Gains	307	353
Pertes	404	410
Inchangées	383	363
Hauts 94	8	11
Bas 94	24	19

Valeurs les plus actives:

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Live Entertainment	795 230	12	stab.
Repap Enterp.	787 711	7%	stab.
Bq de Montréal	640 000	24%	stab.
Brascan A.	606 805	19	stab.
TNT Financial	605 000	2,50	-68

Mines et pétroles:

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Encal Energy	1 943 366	3,20	stab.
Kinross Gold	789 151	7%	-1/4
Metal Mining	675 745	13%	-1/4
Methanex	631 656	22%	-1/4
Miramir Mining	622 100	6%	-1/4

#### NEW YORK

Volume: Vendredi 251 697 100, Jeudi 337 905 330

Indices Dow Jones:

	Haut	Bas	Clôt	Var.
30 Industrielles	3927,97	3862,03	3910,47	+20,52
20 Transports	1501,61	1478,55	1496,48	+8,85
15 Serv. pub.	183,43	180,40	182,64	+0,53
65 Composés	1306,08	1284,78	1300,71	+6,89

Faits saillants:

	Jeudi	Mercredi
Actions trans.	2 851	2 874
Gains	1 020	1 314
Pertes	1 060	877
Inchangées	771	683
Hauts 94	38	74
Bas 94	65	49

Valeurs les plus actives:

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Long Isl Lt	3 860 900	17%	+1/4
Micro Tech	3 300 400	34%	+1/4
Adv Micro Dev	2 537 800	22%	-1/4
Merck & Co.	2 515 200	36%	-1/4
Castech Alum.	2 490 000	15%	stab.
Glaxo Adr	2 449 800	19%	+1/4
Ford Motor	2 390 800	29%	+1/4
IBM	2 040 800	73%	+1/4

## Avec le régime de retraite simplifié Les PME peuvent maintenant offrir un véritable régime de retraite à leurs travailleurs

Les entreprises qui désirent contribuer à la sécurité financière de leurs employés peuvent maintenant leur proposer le régime de retraite simplifié. Élaboré par la Régie des rentes du Québec, ce nouveau régime vise principalement à accroître la participation des travailleurs des petites et moyennes entreprises (PME) à un régime de retraite. Offert par les établissements financiers, ce nouvel instrument se veut simple à administrer pour les employeurs et facile à comprendre pour les participants.

Le régime de retraite simplifié allie les qualités du régime de retraite traditionnel (fonds de pension privé) et celles du régime enregistré d'épargne-retraite (REER) collectif. Comme le régime traditionnel, il garantit un revenu viager de retraite et, au décès du participant, il prévoit le versement d'une prestation à son conjoint ou, à défaut, à ses ayants droit. Comme le REER collectif, il se caractérise par le faible nombre de tâches administratives dévolues à l'employeur, car l'administration du régime est assumée par un établissement financier. Moins coûteux en temps et en argent pour les employeurs, le régime de retraite simplifié procure aux travailleurs les avantages d'un véritable régime de retraite.

Le régime de retraite simplifié est :

- un régime à cotisation déterminée dans lequel les cotisations de l'employeur, dont le taux est précisé dans le régime, appartiennent au travailleur dès leur versement;
- un régime administré par un établissement financier autorisé, soit une banque, une caisse Desjardins, une société de fiducie ou une compagnie d'assurance, qui assume la plupart des tâches administratives normalement dévolues à l'employeur ou au comité de retraite.

### Le travailleur pourra gérer son épargne-retraite

L'employé qui adhère au régime de retraite simplifié de son entreprise est assuré de jouer un rôle important dans la planification financière de sa retraite. Ainsi le travailleur peut :

- fixer annuellement la cotisation qu'il s'engage à verser au régime. Cette cotisation ne peut être inférieure à la cotisation salariale minimale que l'employeur pourra avoir établie, mais elle peut être supérieure à cette dernière de façon à permettre au travailleur de tirer pleinement avantage des règles fiscales;
- déterminer la répartition des sommes accumulées dans son compte entre les divers placements offerts par l'établissement financier;
- à partir de 55 ans et même s'il continue à participer au régime, transférer la totalité ou une partie de son compte dans un autre instrument d'épargne-retraite lui permettant de compenser la baisse de son revenu d'emploi lors d'une prise de retraite graduelle.

Par ailleurs, afin de s'assurer que tous ses dépôts demeurent totalement garantis par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec ou un organisme équivalent, le travailleur bénéficie également d'un droit de transfert dès que le montant de ses dépôts excède 60 000 \$.

Que le transfert s'effectue pendant qu'il participe au régime ou à la fin de cette participation, le travailleur choisit l'instrument qui reçoit les sommes transférées. Ce peut être un régime de retraite, un compte de retraite immobilisé, un contrat de rentes ou un fonds de revenu viager. Pour obtenir un revenu de retraite, le travailleur doit nécessairement opter pour un fonds de revenu viager ou un contrat de rentes.

### Pour s'assurer un revenu décent à la retraite

Il est aujourd'hui reconnu que pour s'assurer une retraite confortable, un retraité doit pouvoir compter sur un revenu annuel équivalent à 70 % du salaire de ses dernières années d'emploi. À elles seules, la pension de la Sécurité de la vieillesse versée par le gouvernement fédéral et la rente de retraite du Régime de rentes du Québec ne permettent pas à un retraité de maintenir le niveau de vie qu'il avait lorsqu'il était sur le marché du travail. Tous les spécialistes en conviennent, les régimes publics procurent un revenu de base qui doit être complété par d'autres revenus de retraite.

Si l'on exclut les secteurs d'activité où les employés sont tenus de participer à un régime complémentaire de retraite, c'est-à-dire les fonctions publiques québécoise et fédérale et le secteur de la construction, environ 30 % des travailleurs participent à de tels régimes. Pour cette même population de travailleurs, on observe qu'à peine 5 % des employés des PME cotisent à un régime de retraite, comparativement à 55 % dans les grandes entreprises, soit celles qui comptent 100 employés et plus.

Bien que le régime de retraite simplifié ait été d'abord conçu dans le but d'accroître la participation des travailleurs des PME à des régimes de retraite, toute entreprise peut y adhérer, peu importe sa taille. Ce nouveau régime permet aux dirigeants de PME de contribuer facilement et à faible coût à la sécurité financière de leurs employés à la retraite. Il garantit à ces derniers un revenu viager, assure la protection du conjoint en cas de décès du participant et, par les nouveautés qu'il propose, il permet au travailleur de prendre une part active dans la gestion de son épargne-retraite.

Publié par la Régie des rentes du Québec en collaboration avec les établissements financiers suivants :

**Banques**  
Banque Laurentienne  
Banque Nationale du Canada  
Banque Toronto Dominion

**Caisses d'épargne et de crédit**  
Desjardins

**Compagnies d'assurance**  
Assurance-vie Desjardins  
L'Industrielle-Alliance  
La Métropolitaine  
NN Services Financiers  
SSQ VIE  
Sun Life du Canada

**Sociétés de fiducie**  
Montréal Trust  
Trust Général du Canada  
Trust Prêt et Revenu

**Régie des rentes du Québec**

### MARCHÉ OBLIGATAIRE

	Année dernière	Semaine dernière	Cette semaine
<b>CANADA</b>			
TAUX D'ESCOMPTE	4,87	5,54	5,54
TAUX PRÉFÉRENTIEL	5,75	7,00	7,00
BONS DU TRÉSOR (3 mois)	4,58	5,47	5,45
BONS DU TRÉSOR (1 ans)	5,05	6,87	6,86
OBLIGATIONS (3 ans)	5,38	8,09	7,96
OBLIGATIONS (5 ans)	5,92	8,60	8,51
OBLIGATIONS (10 ans)	6,65	9,10	9,00
OBLIGATIONS (30 ans)	7,29	9,30	9,24
<b>QUÉBEC</b>			
BONS DU TRÉSOR (3 mois)	4,65	5,52	5,52
OBLIGATIONS (5 ans)	6,47	8,98	8,85
OBLIGATIONS (10 ans)	7,51	9,83	9,72
OBLIGATIONS (30 ans)	8,25	10,10	10,04
<b>ONTARIO</b>			
OBLIGATIONS (5 ans)	6,46	8,86	8,78
OBLIGATIONS (10 ans)	7,35	9,52	9,42
OBLIGATIONS (30 ans)	8,10	9,82	9,75
<b>ÉTATS-UNIS</b>			
TAUX D'ESCOMPTE	3,00	4,00	4,00
TAUX PRÉFÉRENTIEL	6,00	7,75	7,75
BONS DU TRÉSOR (3 mois)	3,02	4,94	4,86
BONS DU TRÉSOR (1 ans)	3,20	5,73	5,69
OBLIGATIONS (3 ans)	4,03	6,99	6,84
OBLIGATIONS (5 ans)	4,59	7,40	7,24
OBLIGATIONS (10 ans)	5,21	7,74	7,59
OBLIGATIONS (30 ans)	5,85	7,94	7,82

(Taux communiqués par Tassé & Associés)

### dividendes

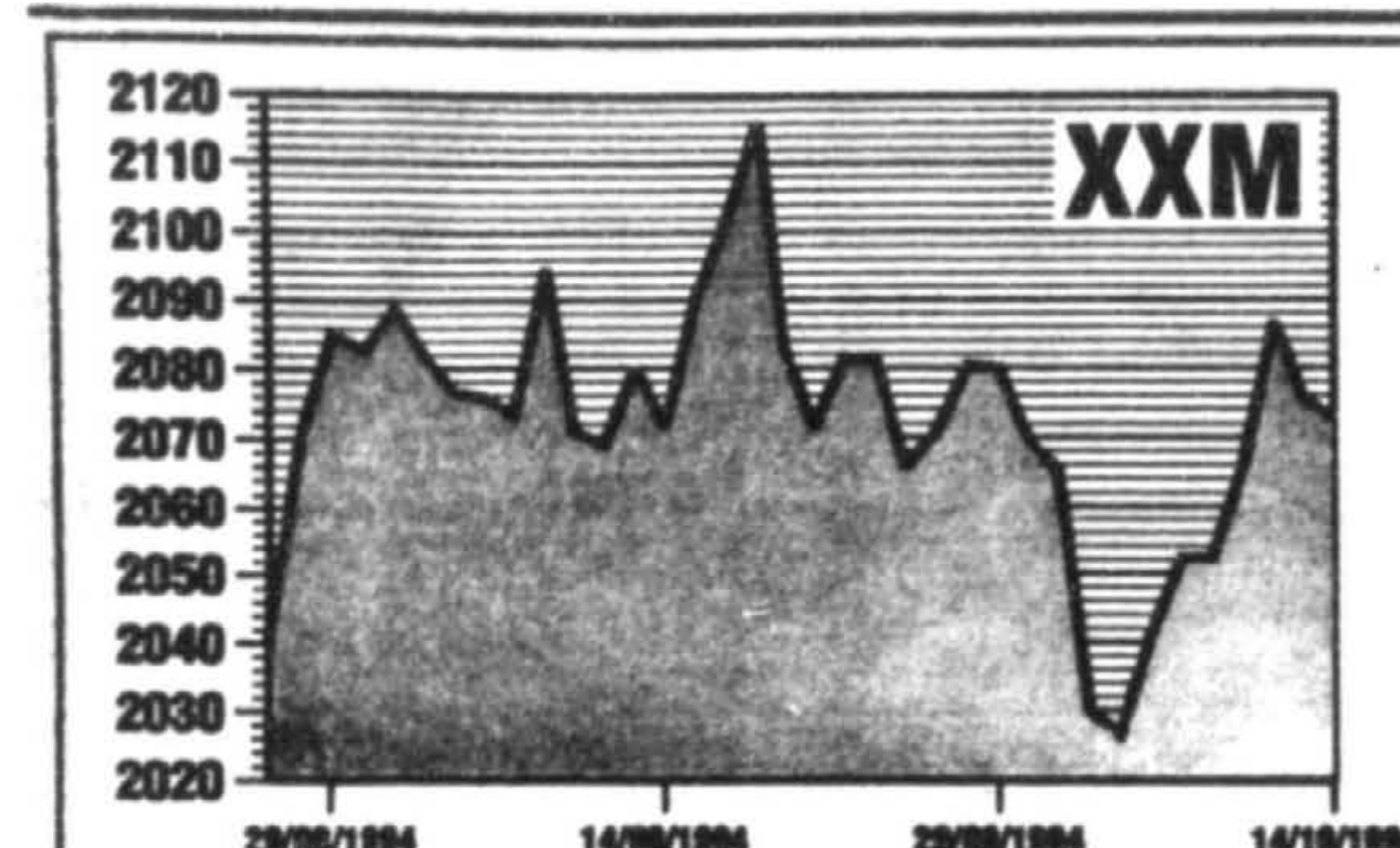
TAXE	PAIEMENT	ENREG.
0,21 trm. C	15-11-94	04-11-94
0,02 trm.	15-11-94	31-10-94
0,50 trm.	15-11-94	01-11-94
0,19 trm. C	15-11-94	31-10-94
0,40 trm.	01-11-94	24-10-94
0,61 trm.	29-12-94	07-12-94

Calvert Partners  
Cavalier Homes  
Kinetix Realty  
Nova Scotia Power  
Reader's Digest (A&B)  
Union Electric





BOURSE



Infographie La Presse

Comment lire les cotes financières

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres cotés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

EXPLICATION DES CODES

- Div = Dividende par action sur une base annuelle.
C/B = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.
Ventes = En centaines sauf si la mention x2 (unités) apparaît. Les valeurs indiquées sont calculées à la clôture officielle.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

BOURSE DE VANCOUVER

BOURSE DE NEW YORK ET AMÉRIQUE

Table of stock market data for Montreal, Vancouver, and New York, including various indices and individual stock prices.

FONDS MUTUELS

Le prix indique correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité de la dernière évaluation comptable du fonds.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Main table of stock market data for Montreal and Toronto, listing various stocks and their prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

MONTRÉAL

Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

NEW YORK

Main table of stock market data for New York, listing various stocks and their prices.

NEW YORK

Table of stock market data for New York, including various indices and individual stock prices.

NEW YORK

Table of stock market data for New York, including various indices and individual stock prices.

NEW YORK

Table of stock market data for New York, including various indices and individual stock prices.

NEW YORK

Table of stock market data for New York, including various indices and individual stock prices.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of futures contracts for Montreal, including various indices and individual stock prices.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of futures contracts for Montreal, including various indices and individual stock prices.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of futures contracts for Montreal, including various indices and individual stock prices.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of futures contracts for Montreal, including various indices and individual stock prices.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of futures contracts for Montreal, including various indices and individual stock prices.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of futures contracts for Montreal, including various indices and individual stock prices.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of futures contracts for Montreal, including various indices and individual stock prices.

CONTRATS À TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of futures contracts for Montreal, including various indices and individual stock prices.



FONDS MUTUELS

Main table of mutual funds with columns for fund name, ticker, and performance metrics. Includes sections for 'MEMBERS', 'FONDS MUTUELS', and 'FONDS AUTONOMES'.

VANCOUVER

Table of mutual funds for Vancouver, listing fund names and their performance data.

ALBERTA

Table of mutual funds for Alberta, listing fund names and their performance data.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of stock prices for Toronto, listing company names and their current market values.

LE PÉTROLE

Table of oil prices, including New York API prices and other market data.

LE RECÔTE PLUS QUE DES PIROTTES AU BRÉSIL.

Text advertisement for Spectrum Bullock funds, highlighting investment opportunities in Brazil.

Large advertisement for Spectrum Bullock funds, featuring the headline 'Le Fonds Bullock Marchés prometteurs : parce que la terre est riche.' and 'On récolte plus que des pirottes au Brésil.' Includes contact information and a logo.